

LA FRANÇAFRIQUE

**le plus long scandale
de la République**



**Mais en fait
c'est quoi la Françafrique ?**

Guerres civiles, dictatures, pauvreté, analphabétisme, malnutrition...

La situation précaire de l'Afrique francophone soulève de nombreuses questions.

Pourquoi tant de misère dans des pays si riches en matières premières ?

À qui profite l'argent du pétrole, de l'uranium, du diamant, du bois, des minerais ?

Comment expliquer la présence permanente de l'armée française dans ses anciennes colonies ? Pour quelles raisons le gouvernement français reçoit-il régulièrement, avec tous les honneurs, des dirigeants africains parvenus au pouvoir par des coups d'Etat ou des élections truquées ?

UNE DÉCOLONISATION INACHEVÉE

La Françafrique désigne le système politique et institutionnel ainsi que l'ensemble des réseaux qui permettent à la France de garder la mainmise sur ses anciennes colonies, afin de garantir son accès aux matières premières et de conserver sa puissance sur l'échiquier international.

Il a été mis en place au moment des indépendances africaines par le sommet de l'Etat français et a accompagné toute l'histoire de la V^e République.

La France développe et déploie ses pratiques néocoloniales, avec la complicité de nombreux chefs d'Etats africains dits « amis de la France » : pillage des matières premières, corruption, détournement de l'aide au développement, soutien aux dictatures, trafics, interventions militaires.



« Le temps de la françafrique est révolu »

— François Hollande, le 12 octobre 2012 à Dakar

ET AUJOURD'HUI ?

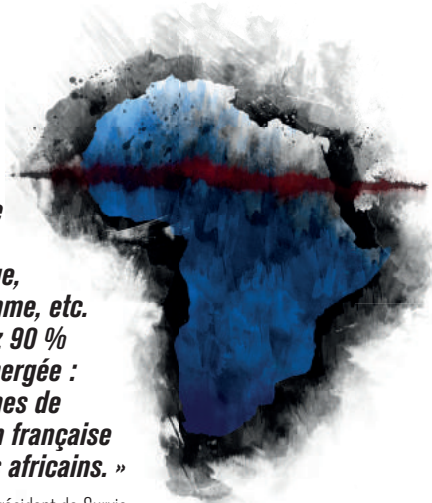
Aujourd'hui, tout en prétendant avoir mis fin à ces pratiques, la France poursuit son ingérence dans ses anciennes colonies. Le pillage et les guerres sont banalisés sous prétexte de crise économique et de lutte contre le terrorisme. Dans les médias comme les discours politiques, racisme et préjugés participent de ce système.

La Françafrique s'oppose à la démocratie et aux droits de l'Homme en Afrique, car elle repose sur le maintien de régimes dictatoriaux, répressifs et prédateurs, qui empêchent toute émergence démocratique.

La Françafrique s'oppose à la démocratie et aux droits de l'Homme en France, car elle résulte de décisions prises sans la moindre transparence par les plus hautes sphères de l'Etat, sans concertation ni contrôle parlementaire ou citoyen.

« La Françafrique, c'est comme un iceberg. Vous avez la face du dessus, la partie émergée de l'iceberg : la France meilleure amie de l'Afrique, patrie des droits de l'Homme, etc. Et puis ensuite, vous avez 90 % de la relation qui est immergée : l'ensemble des mécanismes de maintien de la domination française en Afrique avec des alliés africains. »

— François-Xavier Verschave, ancien président de Survie, auteur de *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, 1998, Stock



LES MÉCANISMES DE LA FRANÇAFRIQUE

UN PEU D'HISTOIRE...

« Tous les pays sous développés, qui hier dépendaient de nous, et qui sont aujourd'hui nos amis préférés, demandent notre aide et notre concours ? Mais cette aide et ce concours, pourquoi les donnerions-nous si cela n'en vaut pas la peine ? ».

— De Gaulle, 5 septembre 1961

A la fin des années 1950, De Gaulle accorde officiellement l'indépendance à 14 pays d'Afrique francophone, pendant que, avec son conseiller Jacques Foccart, ils organisent officieusement le maintien de ces pays sous influence française.

POURQUOI ?

2 raisons économiques

- Garder un accès privilégié aux matières premières stratégiques (pétrole, uranium, minerais) et aux cultures de rente (coton, bois, plantations agricoles)
- Préserver des débouchés pour les entreprises françaises

3 raisons politiques

- Garder l'Afrique dans le camp occidental en période de guerre froide
- Maintenir le rang de la France à l'ONU avec un cortège « d'États clients »
- Financer le parti gaulliste par le détournement des rentes africaines, puis par la suite tous les partis de gouvernement (ce qu'a révélé notamment l'affaire Elf)

COMMENT ?

Le pouvoir français installe dès le début des années 60 des chefs d'état acquis à ses intérêts, et use de différents moyens pour les maintenir en place : **élections truquées, coups d'État, assassinats politiques, soutien militaire** via des accords de défense secrets...

Par exemple, entre 1955 et 1971, **la France mène au Cameroun une guerre coloniale faisant des dizaines de milliers de morts, et participe à l'assassinat ciblé des grands leaders indépendantistes** (Ruben um Nyobe, Félix Moulié, Ernest Ouandié). Depuis lors, elle **soutient la dictature en place**, d'abord celle d'Ahmadou Ahidjo, puis celle de Paul Biya, à la tête du Cameroun depuis plus de 33 ans.

... ET AUJOURD'HUI ?

Les mécanismes de maintien de la domination française en Afrique perdurent aujourd'hui encore, bien qu'ils aient pris de nouvelles formes.

Les intérêts ont évolué au fil des années :

Au niveau économique, l'exploitation des matières premières s'est intensifiée et mondialisée, les entreprises nationales ont presque toutes été privatisées.

Par ailleurs, de nouvelles puissances sont entrées dans le jeu de la concurrence, en particulier les pays émergents.

Fin « l'âge d'or » où des entreprises facilement identifiables comme « françaises » se partageaient seules le gâteau des profits en Afrique francophone. Aujourd'hui l'ancrage de l'économie africaine dans la mondialisation (ce qui implique un partage du gâteau, mais aussi un gâteau plus gros !) pousse l'État français à agir ouvertement en faveur de la défense de firmes transnationales qui brandissent les arguments de l'emploi et du rayonnement tricolore pour bénéficier à plein régime de son réseau d'influence.

« L'Afrique est comme une île, reliée au monde par les mers. Donc, qui tient les grues tient le continent ! »

— Un ancien cadre du groupe Bolloré (Th. Deltombe, le monde diplomatique, avril 2009)

Au niveau de la politique internationale, la guerre froide a pris fin, mais le camp occidental et ses alliés se retrouvent aujourd'hui engagés dans une « guerre contre le terrorisme » dans laquelle la France se donne un rôle prépondérant. Malgré une économie affaiblie, elle reste une puissance de premier ordre, notamment grâce à ses positions militaires sur le sol africain. La France soutient politiquement et militairement des dictatures au pouvoir depuis plusieurs décennies : Depuis 1967 pour la famille Bongo au Gabon, depuis 1990 pour Idriss Déby au Tchad...

Quant à la politique intérieure, l'affaire des valises révélée par Robert Bourgi en 2011, ou les accusations de plus en plus étayées de financement de la campagne de N. Sarkozy de 2007 par M. Kadhafi, nous rappellent que les pratiques de financement occulte des partis politiques perdurent encore de nos jours.

LES PILIERS DE LA FRANÇAFRIQUE

L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE ET LA COOPÉRATION MILITAIRE

Peu connue, la présence militaire de la France en Afrique constitue depuis plus de 50 ans un des piliers de sa politique d'ingérence. Héritage d'un passé colonial proche, la France joue encore aujourd'hui un rôle de puissance militaire majeure en Afrique.

Avec 8 700 militaires sur le sol africain, la France intervient régulièrement sous différents prétextes (anti-terrorisme, démocratie, maintien de la « paix ») assurant ainsi sa domination sur les états et sur leurs ressources.

« Si la France ne s'était pas engagée [au Mali], et bien les risques les plus grands auraient existé pour nos six mille ressortissants à Bamako et puis pour les ressources tout à fait importantes en uranium qui se trouvent au Niger »

— Déclaration du Général Desportes en 2013.

L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

En 2013, l'aide publique au développement française était de 8,5 milliards d'€, dont 45,6 % pour l'Afrique. Il s'agit d'un mélange de dons, de prêts et d'allègements de dette. Cette « aide » est essentiellement un outil au service des intérêts français et un instrument de tutelle et de dépendance.

Parmi les dons, la France comptabilise par exemple : les frais d'accueil des réfugiés en France, les coûts des étudiants africains en France, les dépenses visant au rayonnement culturel et à la promotion du français.

Une institution financière met en œuvre la politique d'Aide Publique : l'Agence Française de Développement (AFD). Elle fonctionne comme une banque. Sa politique est menée avec le souci constant de préserver et favoriser les intérêts de la France... et ceux de ses grandes entreprises.

LE FRANC CFA

Le franc CFA est la seule monnaie coloniale ayant survécu à la décolonisation, il lie quinze pays d'Afrique à la France. Aujourd'hui encore ce système empêche ces pays d'être souverains économiquement : chaque pays doit déposer 50 % de ses réserves en devises étrangères au trésor public français, le franc CFA est arrimé à l'euro et donc soumis à ses fluctuations, et des Français siègent aux instances de direction des banques centrales africaines. La France, en se portant officiellement garante de la stabilité et la convertibilité du franc CFA, contrôle directement ou indirectement la politique monétaire des États concernés.

COMMENT RÉSISTER ?

CE QUI EST SCANDALEUX

- La françaisafrique : une politique néo-coloniale française, au service des intérêts de l'État, d'entreprises, de carrières politiques ou militaires, dont les populations paient le prix fort.
- Les conséquences humaines et environnementales sont dramatiques : dictatures, crimes et guerres, pauvreté, migrations, pollution.
- L'impunité des acteurs impliqués, militaires, économiques, politiques, est garantie, même lorsqu'ils vont jusqu'à se rendre complices d'un génocide, comme au Rwanda en 1994 (soutien diplomatique, livraison de munitions...) lors du génocide des Tutsis.

La pauvreté en Afrique a d'abord des racines politiques, il faut donc agir dans le champ politique !

RÉSISTANCES À LA FRANÇAFRIQUE EN AFRIQUE

Il existe en Afrique de nombreux mouvements citoyens, syndicaux, de défense des droits humains comme le Balai citoyen au Burkina Faso, Dynamique Citoyenne au Cameroun, Ça Suffit Comme Ça au Gabon, le ROTAB au Niger...

Soutenir les peuples africains, cela passe aussi par le soutien aux mouvements des sociétés civiles en lutte pour leurs droits.

ET EN FRANCE

Survie s'engage depuis 30 ans pour une refonte de la politique de la France en Afrique. Des associations de la diaspora africaine et de solidarité internationale participent également à ce combat.

Survie demande :

- une diplomatie qui soutienne les peuples ;
- le retrait de l'armée française d'Afrique ;
- la fin du pillage et la transparence économique et fiscale ;
- un véritable contrôle parlementaire de la politique étrangère ;
- une justice indépendante et la fin de l'impunité.

SOUTENEZ SURVIE

Afin d'exprimer votre désaccord envers les collusions de la France avec les pires dictatures et promouvoir le respect de la démocratie, du droit à l'autodétermination des peuples et des biens publics en France comme dans le monde, rejoignez les 1 300 adhérents de l'association et l'un de nos 20 groupes locaux et encouragez une information indépendante, critique et alternative. Votre soutien financier aux campagnes de l'association est précieux car Survie fonctionne grâce aux cotisations de ses membres, aux dons de particuliers, ainsi qu'aux droits d'auteurs et recettes des ventes de ses publications.

Elle ne bénéficie d'aucune subvention des pouvoirs publics et refuse tout don de parti politique, d'églises ou de syndicat pour garantir son indépendance



Tél. : 01 44 61 03 25 – contact@survie.org

WWW.SURVIE.ORG

POUR EN SAVOIR PLUS

Francafrrique, la famille recomposée ♦ *Petit guide de la Francafrrique* ♦ *Francafrrique* (Verschave)
Noir Silence (Verschave) ♦ *Billets d'Afrique*, mensuel de l'association survie
Collection *Dossiers Noirs*, aux éditions Agone